



« Pas de sionistes à Sion » : l'antisémitisme sous un logo vert

Les Jeunes Verts diffusent un slogan antisémite appelant à l'exclusion. Leur boycott touche justement des footballeuses israéliennes. Ce message contient des informations erronées et doit avoir des conséquences.

Par David Spuler

Les Jeunes Verts suisses publient un appel sous le slogan « Pas de sionistes à Sion ! ». À cette occasion, ils appellent au boycott d'Israël et s'opposent au match international de football féminin Suisse-Israël prévu le 13 octobre 2026.

Ce message n'est pas un dérapage politique isolé au sein d'une campagne par ailleurs réussie. Il met en évidence un problème fondamental : une organisation qui se revendique de l'ouverture, de la liberté et de la lutte contre l'exclusion diffuse un slogan antisémite prônant l'exclusion et le présente comme une prise de position morale.

L'antisionisme est de l'antisémitisme. Ceux qui veulent éloigner les sionistes de Sion ne critiquent pas le gouvernement israélien. Ils déclarent certaines personnes indésirables parce qu'elles reconnaissent le droit du peuple juif à l'autodétermination nationale.

Le parti qui se proclame « contre l'exclusion » pratique lui-même l'exclusion

Dans leur programme politique, les Jeunes Verts déclarent défendre « la cohésion sociale, l'ouverture, la paix et la justice sociale ». Ils souhaitent lutter contre « la discrimination, l'exclusion et le racisme ». [Programme politique des Jeunes Verts de Suisse](#)

« Pas de sionistes à Sion » est tout le contraire de cela.

Ce slogan ne fait référence à aucune décision concrète, à aucune personne responsable ni à aucune action vérifiable. Il vise tout un groupe politique et identitaire. Les sionistes ne doivent pas être les bienvenus. Leur conviction selon laquelle le peuple juif a lui aussi droit à l'autodétermination et à son propre État doit faire d'eux des exclus.

Les Jeunes Verts contredisent ainsi leur propre programme politique en quatre



« Pas de sionistes à Sion » : l'antisémitisme sous un logo vert

mots. Leur prétendue ouverture d'esprit s'arrête au sionisme. Leur lutte contre l'exclusion s'arrête aux Juifs. Leur diversité tant vantée ne s'applique apparemment qu'aux personnes qui s'inscrivent dans leur propre vision idéologique du monde.

Ce n'est pas une politique progressiste. C'est de l'antisémitisme affublé d'un logo vert.

Le sionisme, ce n'est pas Netanyahu

Le terme «sioniste» n'est pas synonyme de partisan du gouvernement israélien actuel. Les sionistes peuvent être de gauche ou de droite, religieux ou laïques, conservateurs ou socialistes. Ils peuvent soutenir le gouvernement israélien ou le combattre avec détermination.

Ce qui les unit, c'est la conviction que le peuple juif a droit à l'autodétermination nationale et qu'Israël a le droit d'exister en tant qu'État juif. Ceux qui scandent « Pas de sionistes » ne s'opposent donc pas à un gouvernement : ils s'opposent au principe fondamental de l'autodétermination juive.

Les Jeunes Verts auraient pu critiquer le gouvernement Netanyahu. Ils auraient pu citer des ministres, des partis ou des décisions politiques spécifiques. Ils ne l'ont pas fait. Ils ont délibérément choisi une cible bien plus large : les sionistes. Ce choix de mots n'est pas une imprécision. Il est au cœur même du message.

Ce sont justement les footballeuses israéliennes qui sont présentées comme l'ennemi

L'événement en question est le match retour du premier tour des barrages de la Coupe du monde de football féminin 2027. L'équipe nationale suisse affrontera Israël le mardi 13 octobre 2026 à 19 h 30 au Stade de Tourbillon à Sion. Ce match a été déterminé par un tirage au sort régulier organisé par l'Union européenne de football (UEFA).

Les joueuses israéliennes sont des sportives. Elles ne constituent pas le gouvernement israélien. Elles n'adoptent pas de lois et ne commandent pas d'armée. Pourtant, selon la volonté des Jeunes Verts, elles devraient être exclues d'une compétition sportive internationale.



« Pas de sionistes à Sion » : l'antisémitisme sous un logo vert

Cela révèle également la double morale du prétendu féminisme de ce jeune parti. Tant que les femmes s'inscrivent dans leur propre discours politique, on revendique leur visibilité, leur participation et l'égalité des droits. Dès lors que ces femmes sont israéliennes et représentent l'État juif, elles ne doivent plus être autorisées à participer.

Les femmes israéliennes ne sont pas considérées comme des individus, mais comme des supports de projection. Leurs performances sportives n'ont aucune importance. Leurs convictions personnelles n'ont aucune importance. Il suffit que le mot « Israël » figure sur leur maillot. Il s'agit là d'une ostracisation collective, et non d'une politique d'égalité.

L'ASF n'est pas le Conseil fédéral

Les Jeunes Verts affirment qu'en organisant ce match, « la Suisse » se range du côté d'Israël.

Il s'agit là aussi d'un amalgame délibéré entre différents niveaux. L'Association suisse de football (ASF) n'est pas une autorité fédérale. Un match de l'UEFA programmé en temps normal ne constitue pas une déclaration de soutien en matière de politique étrangère. La participation d'une équipe nationale à une compétition sportive ne signifie pas que le pays hôte approuve l'ensemble des décisions du gouvernement concerné.

Selon la logique des Jeunes Verts, chaque match de football constituerait une prise de position diplomatique. Les sportives seraient tenues personnellement responsables de tous les actes de leur État. Cette logique n'est pas seulement erronée. Elle détruit précisément ces libertés individuelles que les Jeunes Verts prétendent vouloir défendre.

Les Jeunes Verts mentent

Pour justifier leur appel au boycott, les Jeunes Verts affirment qu'un génocide commis par Israël aurait été reconnu par la Cour internationale de justice (CIJ). C'est faux et mensonger. L'ancien procureur général de la CIJ, Karim Khan, a même déclaré expressément il y a quelques mois qu'il n'avait trouvé aucune preuve, au cours de ses enquêtes, d'un génocide commis par Israël à Gaza.



« Pas de sionistes à Sion » : l'antisémitisme sous un logo vert

La procédure est toujours en cours. Les Jeunes Verts transforment ainsi des mesures provisoires en un jugement prétendument définitif. Or, un tel jugement n'existe pas encore. Une organisation politique telle que les Jeunes Verts, qui porte des accusations aussi graves, devrait connaître la différence.

Ce appel antisémite appel doit avoir des conséquences

Les Jeunes Verts doivent retirer leur publication et présenter des excuses publiques. Pas la supprimer en silence, ni la reformuler a posteriori, ni la relativiser par une nouvelle déclaration. Ils doivent reconnaître que « Pas de sionistes » est un slogan d'exclusion antisémite.

Les Verts suisses, en tant que parti mère, doivent également s'expliquer. Ceux qui, face à toute autre forme d'exclusion collective, exigent haut et fort que l'on prenne position ne peuvent rester silencieux face à l'antisémitisme dont fait preuve leur propre section jeunesse.

Un examen juridique s'impose également. Les autorités compétentes doivent déterminer si un appel public visant à exclure d'une ville suisse ou d'un événement sportif un groupe de personnes lié à l'autodétermination juive outrepassé les limites légales, en particulier la disposition pénale antiraciste prévue à l'article^{261bis} du Code pénal suisse. La liberté d'expression protège les critiques virulentes. Elle ne constitue toutefois pas un blanc-seing pour la discrimination et l'exclusion publique.

Si la législation en vigueur ne couvre pas suffisamment ces formulations de substitution, cette lacune doit également faire l'objet d'un débat politique. L'antisémitisme ne doit pas rester sans conséquence du simple fait que le mot « sionistes » est utilisé à la place de « Juifs ».

La réponse se trouve dans le stade

La vente publique des billets débutera le lundi 14 septembre 2026 à 14 heures. Toute personne dotée d'un minimum de décence devrait se procurer un billet. Le 13 octobre, le Stade de Tourbillon devrait être rempli de personnes venant contester pacifiquement et sans ambiguïté le slogan d'exclusion antisémite des Jeunes Verts.



« Pas de sionistes à Sion » : l'antisémitisme sous un logo vert

Avec des drapeaux suisses. Avec des drapeaux israéliens. En faisant preuve de respect envers les deux équipes. Sans violence et sans intimidation.

Car le message doit être clair et bien visible : les sportives israéliennes sont les bienvenues en Suisse. L'autodétermination juive ne constitue pas un motif d'exclusion. L'antisémitisme reste de l'antisémitisme, même s'il émane d'un parti qui se considère comme particulièrement tolérant.

David Spuler est analyste politique spécialisé dans la politique suisse, Israël et le Proche-Orient. Il possède une formation universitaire en sciences politiques, philosophie et économie (PPE) et approfondit actuellement ses études en sciences politiques à Zurich.